

EN CAS DE PERSISTANCE DE LA SÉCHERESSE

Sérieuses menaces
sur l'agriculture

La situation hydrique de l'Algérie commence sérieusement à inquiéter les spécialistes. Ils estiment que si à l'heure actuelle l'agriculture est à l'abri d'une catastrophe, la persistance de la sécheresse mettra en péril la production agricole. S'il ne pleut pas dans les semaines à venir, le ministère de l'Agriculture n'aura d'autre alternative que de décréter les mesures d'urgence qui s'imposent en cas de sécheresse.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Après un mois de janvier particulièrement sec, le spectre de la sécheresse commence vraiment à menacer l'Algérie.

Même s'ils préfèrent nuancer leurs propos, des cadres du ministère de l'Agriculture reconnaissent à demi-mot que la situation a de quoi susciter des inquiétudes. Une source a, en effet, indiqué que «le besoin commence vraiment à se faire sentir».

Mais il faut savoir que la situation n'est pas exceptionnelle. Nous avons souvent affaire à des fins d'hiver un peu sec». Cette même source ajoute que «nous sommes dans une phase où les plantes sont dans une phase végétative. Cela veut dire que leur croissance à cette période n'est pas très grande et qu'elles n'ont pas besoin de beaucoup d'eau».

En plus, il ne fait pas trop chaud, donc le sol reste humide». Selon cette même source, si pour le

moment la sécheresse n'a aucun effet notable sur l'agriculture, les choses pourraient se précipiter rapidement si le ciel reste aussi averse en pluie.

«S'il pleut, les choses sont encore rattrapables mais dans le cas contraire, des mesures anti-sécheresse devront être mises en place». Beaucoup plus optimiste que ses collègues de l'agriculture, le ministre des Ressources en eau se veut plutôt rassurant.

De Blida où il effectuait une visite de travail, et en réponse aux interrogations des journalistes, Abdelmalek Sellal a affirmé que l'absence de pluies ne menaçait pas la distribution d'eau potable. «Je tiens pour la énième fois à rassurer nos citoyens que nous possédons des réserves appréciables et suffisantes pouvant faire face à des situations des plus alarmantes».

Le ministre a tout de même reconnu que la pluviométrie était en recul pen-



Une situation qui suscite des inquiétudes.

dant le mois de janvier par rapport à la moyenne saisonnière. Se fiant aux statistiques des années précédentes, Sellal compte sur la générosité du ciel pour ces mois de février et de mars qui sont, selon lui, beaucoup plus pluvieux que le premier mois de l'année.

Et pour apporter la preuve de ce qu'il avance, Sellal a ajouté : «Ce qu'il faut savoir aussi, c'est que nos réserves actuelles ne sont pas aussi catastrophiques dans la mesure où le remplissage moyen des bar-

rages, estimé aujourd'hui à 48%, est meilleur que celui de l'année passée à cette même période». Pourtant la situation hydrique alarmante a poussé le ministère des Affaires religieuses à appeler les fidèles à accomplir la prière *d'el istisssa* dans l'espoir de voir tomber un peu de pluie.

Les prévisions ne sont pourtant pas très optimistes. L'Office de météorologie annonce que le beau temps va durer encore longtemps...

N. I.

CE MONDE QUI BOUGE
Irak, la guerre aurait
pu être évitée

Par Hassane Zerrouky



Elle s'appelle Sawsan et était réfugiée aux Etats-Unis quand la CIA l'a recrutée en 2001 pour l'envoyer en Irak afin de coopérer à une opération des plus audacieuses imaginée par l'un des responsables de la Centrale américaine, Charlie Allen.

La CIA voulait «déboucher» un scientifique irakien afin qu'il puisse leur fournir des informations sur les armes de destruction massive mises au point par le régime de Saddam Hussein. Plus précisément, la Centrale américaine était persuadée qu'en plus des armes chimiques, le régime irakien était sur le point de se doter de l'arme nucléaire. Il lui fallait donc une preuve pour étayer le discours guerrier de George Bush à l'endroit de l'Irak de Saddam Hussein.

Parmi la liste des scientifiques irakiens impliqués dans le programme de fabrication d'armes de destruction massive et que Sawsan devait infiltrer figurait son propre frère, Saad Tawfik, un des pères de l'arsenal militaire secret irakien.

Munie d'une série de questions élaborées par la CIA qu'elle a dissimulées dans des esquisses et des mots croisés qu'elle seule pouvait déchiffrer, la jeune femme, qui avait fui l'Irak en 1979, est donc retournée dans son pays en septembre 2002, convaincue qu'elle accomplissait une mission dont le but était de débarrasser l'Irak d'un tyran.

A la lecture des questions posées par sa sœur, Saad Tawfik a raconté qu'il était tombé des nues : elles révélaient une grave méconnaissance de la réalité irakienne par les Etats-Unis. Le scientifique a assuré que «les Américains avaient 20 questions principales et à chacune d'elles» il avait répondu : «Non, non, non, il n'y a plus rien. Dis-leur qu'il n'y a plus rien. Absolument plus rien».

Selon lui, après la défection de son gendre et patron des programmes d'armement, parti se réfugier en Jordanie, Saddam Hussein avait donné l'ordre de démanteler, dès 1995, tous les programmes de fabrication d'armes de destruction massive (ADM). «Quand je suis rentrée aux Etats-Unis, a expliqué Sawsan, j'ai rapporté fidèlement ses propos» avant de s'entendre répondre par les responsables de la CIA que son «frère mentait» ! Pourtant, Saad Tawfik, comme de nombreux autres scientifiques irakiens, avait dit la vérité : l'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive !

Quand les Etats-Unis ont envahi l'Irak en avril 2003, ils ont fini par réaliser au bout de plus de six mois de recherches et d'investigations qu'il n'y avait pas d'ADM ni de programme de recherche pour doter le régime baathiste d'une arme nucléaire. D'ailleurs, certaines voix s'élevaient élevées au sein de la CIA pour mettre en garde la Maison Blanche de l'inexistence de ces armes et de l'absence de liens entre le régime de Saddam et Al-Qaïda de Ben Laden.

Ce dernier, en 1990, n'avait-il pas offert ses services pour combattre le régime de Saddam en prenant la tête des Afghans arabes que cette même CIA avait encadrés, entraînés et armés lors de la guerre d'Afghanistan contre l'ex-URSS qui soutenait alors le régime de Najibullah ?

Cinq ans après les faits, le 3 février 2008, le scientifique Saad Tawfik, aujourd'hui réfugié en Jordanie, a confié à l'AFP avoir pleuré le 5 février 2003, le jour où il a entendu à la télévision Colin Powell, photos et diagrammes à l'appui, dresser un réquisitoire accablant du régime de Saddam devant le Conseil de sécurité de l'ONU, exhortant le monde à la guerre contre l'Irak. Ce 5 février 2003, Colin Powell, tout comme George Bush, mentait.

Washington savait que l'Irak, affaibli par la première guerre du Golfe, par plus de dix ans d'embargo et des bombardements intermittents, était déjà à terre. Chacun savait que les sanctions imposées par l'ONU au régime de Saddam constituaient l'arrière-plan de l'invasion de l'Irak.

Et que dans cette affaire, les Etats-Unis avaient transformé le Conseil de sécurité de l'ONU en mandataire de leur stratégie, stratégie qui allait plonger l'Irak dans le chaos que l'on connaît aujourd'hui.

H. Z.

APRÈS L'ANNONCE DE DÉPISTAGE
SYSTÉMATIQUE DE LA MALADIELe comité de lutte contre la
scoliose voit le jour

Avec l'annonce, hier, de la création d'un comité national de lutte contre la scoliose, le ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière étaye son programme de lutte après la décision prise par ce département de dépister à partir de cette année l'ensemble des enfants des trois paliers d'enseignement.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Lors d'une réunion tenue, hier, au siège du ministère, les spécialistes venus des différentes structures hospitalières ont précisé qu'actuellement cette maladie n'est diagnostiquée que tardivement et avec les premiers signes pubertaires.

Evocant une fréquence de ces cas de déformation de la colonne vertébrale, le professeur Gaced du CHU de Douéra dira que malheureusement, il est impossible de faire disparaître la bosse une fois qu'elle se forme en l'absence de traitement.

Les spécialistes présents mettront ainsi en évidence l'absence de moyens et d'organisation pour ce qui est de la prise en charge de cette pathologie qui touche les plus jeunes. Dans les années 1980, les malades ayant des déformations de la colonne vertébrale étaient pris en charge.

Au début des années 1990, 1 170 cas de traitements conservateurs et 370 traitements chirurgicaux ont été pris en charge par les équipes du service Bichat. Ces opérations ont d'ailleurs permis de réduire les transferts à l'étranger,

explique le professeur Gaced. Les premières unités de dépistage et de suivi ont vu le jour dès la rentrée scolaire 1995-1996.

L'intervenante, en évoquant la prévalence de la maladie, dira que 25,35% des 19 529 élèves consultés présentent une scoliose.

Les filles sont deux fois plus touchées que les garçons, alors que la tranche d'âge la plus touchée se situe entre 9 et 16 ans. Cette tranche d'âge représente de ce fait la population cible dans la stratégie de dépistage.

En ce qui concerne le dépistage et le traitement de la scoliose, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière donnera des instructions aux présents pour qu'ils ne restent pas concentrés au niveau de la

capitale mais se déploient plutôt au niveau des structures locales. «Nous sommes pour la création d'un centre d'excellence au niveau de la capitale mais il faudrait aussi qu'il serve à assurer le suivi de ce qui est réalisé au niveau local.»

Par la création du comité scoliose, le ministère met en place un réseau national de prise en charge de cette pathologie pour ce qui est notamment du dépistage, de la thérapeutique ainsi que de la formation.

Par ailleurs, le comité, qui sera installé le 23 février prochain et présidé par le ministre, sera notamment chargé de faire des propositions et recommandations au ministère de tutelle concernant l'organisation et le fonctionnement du réseau national de prise en charge de la scoliose.

F. Z. B.